



Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente et unième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation

Note du Secrétariat

Le Secrétariat a l'honneur de transmettre au Conseil des droits de l'homme le rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, établi en application de la résolution 22/9 du Conseil. Dans son rapport, la Rapporteuse spéciale étudie les obstacles structurels, culturels, juridiques, économiques et écologiques auxquels les femmes se heurtent dans l'exercice du droit à l'alimentation. Elle donne des exemples de bonnes pratiques et montre que, lorsque les femmes ont plus largement accès aux actifs et peuvent mieux en disposer, la sécurité alimentaire du foyer, la nutrition des enfants et le bien-être général des femmes et de leur famille s'en trouvent améliorés. Les États sont encouragés à privilégier les politiques tenant compte du genre dans tous les domaines, en particulier dans le contexte des changements climatiques, pour accomplir de nouveaux progrès en ce qui concerne l'accès des femmes au droit à l'alimentation.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Obstacles sociaux, culturels et structurels	4
III. Obstacles juridiques	6
A. Droits de propriété	7
B. Droits de propriété intellectuelle	9
IV. Obstacles économiques	11
A. Une politique économique mondiale en mutation et l'essor des modèles d'entreprise dans le secteur agricole	11
B. Des contraintes supplémentaires pour les travailleuses agricoles	12
C. Le droit à l'alimentation des femmes et les moyens de subsistance non agricoles	14
V. Obstacles écologiques : les changements climatiques	15
A. Pourquoi les femmes ont un rôle à jouer dans les politiques liées aux changements climatiques?	16
B. Comment faire pour que les politiques relatives aux changements climatiques tiennent compte du genre?	20
VI. Pourquoi recourir à une analyse de genre pour traiter du droit à l'alimentation?	22
VII. Conclusions	22

I. Introduction

1. Depuis l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies en 1945, l'égalité entre hommes et femmes fait partie des principales garanties relatives aux droits de l'homme. Les mêmes principes d'égalité et de non-discrimination sont au cœur des deux Pactes, à savoir, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹. Les deux Pactes, dans leurs articles 3 respectifs, obligent les États parties à assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de leurs droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

2. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes fournit des orientations sur les obligations qui incombent aux États parties de garantir l'égalité entre les sexes et la non-discrimination dans l'exercice de l'ensemble des droits de l'homme. Son article 14 sur les femmes rurales traite des mesures concrètes visant à instaurer des conditions permettant aux femmes de recevoir un traitement égal, notamment dans les réformes foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural. La Convention garantit également une nutrition adéquate pour les femmes pendant la grossesse et l'allaitement (art. 12). Elle permet de mieux comprendre comment des femmes peuvent être victimes de violations des droits économiques, sociaux et culturels dans divers contextes sociaux et rappelle la nécessité d'adopter une approche intégrée dans le traitement des questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit à l'alimentation.

3. Malgré le cadre juridique mis en place pour les protéger, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté et la faim. Les formes institutionnalisées de discrimination et de violence sexistes constituent toujours des obstacles qui empêchent les femmes d'exercer leurs droits économiques, sociaux et culturels, en particulier leur droit à une alimentation et à une nutrition adéquates, et la situation des femmes et des filles ne s'est pas vraiment améliorée, malgré les appels récurrents en faveur de l'intégration d'une perspective de genre dans les programmes de développement et les politiques sociales.

4. Les femmes représentent 70 % de ceux qui souffrent de la faim dans le monde et sont touchées de façon disproportionnée par la malnutrition et l'insécurité alimentaire². La situation est encore plus dramatique dans certains pays en développement et pays moins avancés; par exemple, dans plusieurs pays d'Asie du Sud, plus d'un tiers des femmes souffrent d'insuffisance pondérale³. La malnutrition, le manque de soins de santé et de protection sociale, les possibilités économiques limitées et le désintérêt général ont exclu plus de femmes de la société mondiale que les guerres du XX^e siècle, prises dans leur ensemble, n'ont tué d'hommes⁴.

5. En revanche, dans le monde, plus de 50 % des aliments ont été cultivés, labourés ou récoltés par des agricultrices⁵. En Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes, les femmes produisent jusqu'à 80 % des aliments de base et en Asie, elles représentent entre

¹ Art. 2, par. 1 de chacun des Pactes.

² Voir l'Étude du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur la discrimination dans le contexte du droit à l'alimentation (A/HRC/16/40), par. 29.

³ K. Von Grebmer *et al.* « Indice de la faim dans le monde : Le défi de la faim : Construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable ». Bonn : Welthungerhilfe; Washington D.C. : International Food Policy Research Institute; Dublin : Concern Worldwide (2013).

⁴ FAO, http://www.fao.org/ag/agn/nutrition/bgd_en.stm.

⁵ A. A. Pisciotto, *Symposium : Making the case : Rule of Law in the Emerging Development Agenda : Post-2015 Development Goals for Gender Equality and Empowerment of Women*, 21 *Southwestern Journal of International Law* 303, 304 (2015), p. 304 et 305.

⁵ Op. cit. (A/HRC/16/40), par. 29.

50 et 90 % de la main-d'œuvre dans la riziculture⁶. De plus, dans de nombreuses régions du monde, la majorité des paysannes se consacrent à l'agriculture de subsistance.

6. Bien que les femmes produisent et fournissent les aliments, elles sont souvent les dernières à y avoir accès. En général, elles n'ont pas voix au chapitre dans les processus de décision; elles sont rarement titulaires de droits à titre individuel mais plutôt en tant que membres d'une communauté, mères, agricultrices ou donneuses de soins. On constate en effet des inégalités entre les sexes en ce qui concerne l'accès à toutes les ressources productives, comme les terres, les semences, les engrais, les mesures de lutte contre les parasites et les outils mécaniques, ou encore les services de crédit et de vulgarisation. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les inégalités entre hommes et femmes en termes d'accès aux ressources productives, aux services et aux possibilités expliquent en partie les mauvais résultats dans le secteur agricole et contribuent aux problèmes dans les domaines de la sécurité nutritive et alimentaire, de la croissance économique et du développement général⁷.

7. Il serait bénéfique pour l'ensemble de la société d'améliorer la situation des femmes. On estime que remédier aux inégalités entre hommes et femmes en termes de rendements agricoles permettrait d'accroître la production agricole des pays en développement de 2,5 à 4 %, ce qui, à son tour, pourrait réduire le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde de 12 à 17 % pour le ramener à 150 millions⁸.

8. Compte tenu de l'importance vitale des femmes pour les systèmes alimentaires dans le monde ainsi que pour les budgets des familles, le présent rapport mettra d'abord en évidence la discrimination et les obstacles structurels persistants auxquels font face les femmes dans plusieurs domaines. Malgré la reconnaissance, dans le droit international des droits de l'homme et les politiques y relatives, du rôle indispensable des femmes, la mise en œuvre du droit à l'alimentation des femmes reste critique. Ce rapport présente les obstacles culturels, juridiques, économiques et écologiques qui entravent la mise en œuvre du droit à l'alimentation dans des conditions d'égalité. Il pose également la question du rôle positif que les femmes peuvent jouer dans l'élaboration de solutions pour répondre aux défis actuels, tels que l'élimination de la faim, le maintien de la sécurité alimentaire et la préservation des ressources naturelles. L'auteur souligne notamment l'importance des politiques qui tiennent compte du genre dans le contexte des changements climatiques ainsi que la vulnérabilité particulière des femmes rurales.

II. Obstacles sociaux, culturels et structurels

9. Les femmes sont désavantagées dans différents domaines du fait principalement de l'influence des systèmes patriarcaux. Toutes les sociétés se livrent à une certaine structuration sociale en fonction des rôles dévolus aux hommes et aux femmes, ce qui a des incidences majeures dans les pays en développement où les ressources sont particulièrement rares. La stratification sociale porte atteinte au droit des femmes de produire des aliments en les empêchant d'accéder aux facteurs de production. Cette stratification peut être le résultat d'obstacles juridiques discriminatoires ou de la

⁶ <http://www.fao.org/docrep/x0262e/x0262e16.htm>.

⁷ Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes – A Tool for Gender Sensitive Agriculture and Rural Development Policy and Program Formulation, <http://www.fao.org/docrep/017/i3153e/i3153e.pdf>, p. 1.

⁸ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*, (Rome 2011), p. vi.

manière dont les forces en présence sur le marché opèrent et mettent les femmes en position de faiblesse. Les femmes sont aussi touchées par les structures patriarcales qui favorisent l'inégalité de traitement sur le marché du travail. Même lorsque l'égalité de droits entre hommes et femmes est reconnue par la loi, celle-ci ne permet souvent pas de dépasser les obstacles structurels.

10. La ségrégation sociale fondée sur le sexe, lorsqu'elle est conjuguée à d'autres formes de discrimination fondée sur la religion, la race, l'appartenance ethnique, la classe et la caste, désavantage encore plus les femmes.

11. Par exemple, les femmes autochtones des zones rurales risquent davantage d'être défavorisées en ce qui concerne la réalisation de leurs droits, comme cela est le cas en Afrique subsaharienne où les autochtones n'ont pas le même accès aux droits à la terre, à la santé et à l'éducation que les autres femmes⁹.

12. À tous les stades de leur vie, les filles et les femmes souffrent de discrimination en ce qui concerne leur droit à l'alimentation. Dans de nombreux pays, elles reçoivent moins de nourriture que les hommes en raison de leur statut social inférieur. Dans des cas extrêmes, la préférence accordée aux petits garçons peut conduire à l'infanticide de petites filles, y compris par la privation de nourriture¹⁰. Certaines mères arrêtent d'allaiter leurs filles prématurément pour essayer d'avoir un garçon, ce qui accroît les risques d'infection et les autres risques lorsque de l'eau impure est ajoutée au lait maternisé. Cette forme de discrimination touche les femmes plus âgées qui, dans de nombreuses régions du monde, sont souvent moins instruites que les hommes, ce qui limite leur employabilité, leur participation et leur poids dans le cadre des activités de développement communautaire, ainsi que leur capacité de pourvoir à leurs propres besoins.

13. La violence structurelle est un obstacle au droit des femmes à une alimentation et à une nutrition adéquates qui n'est pas assez examiné. La violence sexuelle et sexiste, qui est une forme primaire de discrimination, empêche les femmes d'exercer leur droit à une alimentation et à une nutrition adéquates et entrave la lutte contre la faim et la malnutrition¹¹. Certains hommes contrôlent le comportement des femmes à la maison et surveillent ce qu'elles font en cuisine. Il arrive même que des hommes battent leur femme parce qu'ils estiment qu'elle cuisine mal.

14. De plus, les petites filles et les adolescentes qui, par tradition ou par contrainte, se marient et tombent enceintes de façon précoce se voient confier une charge de travail énorme et sont privées de leurs droits en tant qu'enfants, y compris de leurs droits à une nutrition adéquate et à l'éducation. On leur demande de réaliser de nombreux travaux domestiques et d'élever des enfants alors qu'elles sont elles-mêmes encore des enfants¹². Les mariages d'enfants aboutissent le plus souvent à une grossesse chez l'adolescente; les complications pendant la grossesse et au moment de l'accouchement représentent, à l'échelle mondiale, la deuxième cause de mortalité chez les filles de 15 à 19 ans¹³.

⁹ Rapport parallèle d'une ONG concernant le rapport périodique de la République Démocratique du Congo adressé au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2013). http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/ngos/JointNGOsubmission_DRCForTheSession55_en.pdf.

¹⁰ Voir E/CN.4/2002/83, par. 74.

¹¹ Bellows, Jenderedjian. 2016. Chapter 3, Violence and the Right to Adequate food and Nutrition, dans Bellows *et al.*, p. 108 à 161 (108).

¹² UNICEF, Early Marriage : A Harmful Traditional Practice, http://www.unicef.org/publications/files/Early_Marriage_12.lo.pdf.

¹³ La grossesse chez les adolescentes, Centre des médias de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs364/fr/>.

III. Obstacles juridiques

15. Les raisons pour lesquelles les femmes n'ont pas accès à une alimentation adéquate peuvent sans doute être rattachées à la séparation structurelle qui existe entre les droits des femmes et le droit à l'alimentation¹⁴. Premièrement, le droit international ne reconnaît pas pleinement le droit des femmes à l'alimentation. Dans les versions anglaises de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le droit à l'alimentation est accordé à l'individu et à sa famille (« *himself and his family* »). Bien que l'observation générale n° 12 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que d'autres textes soulignent l'intention non discriminatoire du droit à l'alimentation, le langage archaïque du patriarcat teinte la Déclaration universelle et les instruments internationaux. De même, les droits économiques et sociaux énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont réaffirmés dans leurs grandes lignes dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à l'exception du droit à l'alimentation, qui est mentionné de façon indirecte dans un paragraphe concernant les femmes rurales. Dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et dans la Convention relative aux droits de l'enfant, l'accès à l'alimentation pour les femmes et les adolescentes et le caractère adéquat de cette alimentation ne sont abordés que sous l'angle de la grossesse et de l'allaitement¹⁵.

16. Deuxièmement, il existe aussi une séparation structurelle entre la nutrition et le droit fondamental à une alimentation adéquate, qui fait que l'on s'est employé à accroître la production alimentaire et non à élargir l'accès, dans des conditions d'égalité, à l'alimentation. Les instruments de l'ONU, qu'il s'agisse du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou de la Convention relative aux droits de l'enfant, ne font pas de la nutrition un élément constitutif du droit à l'alimentation de toutes les femmes, mais uniquement des femmes qui sont enceintes ou qui allaitent, autrement dit, qui exercent leur rôle de procréatrices¹⁶.

17. Les femmes font également face à de nombreux obstacles juridiques en droit interne qui les empêchent de réaliser pleinement leur droit à l'alimentation, notamment en ce qui concerne les droits de propriété, les droits fonciers et les droits de propriété intellectuelle. Ces obstacles juridiques les empêchent également de préserver leurs moyens de subsistance, qui leur fournissent des revenus durables pour acheter de la nourriture, ce qui entrave leur droit à l'alimentation et limite leur capacité d'assurer la sécurité alimentaire.

18. Au lieu de permettre aux femmes de s'assurer des moyens de subsistance stables, les lois, aussi bien formelles que coutumières, entravent souvent l'indépendance économique des femmes. Comme l'a fait observer la FAO, « les marchés du crédit n'accordent pas le même traitement aux hommes et aux femmes » et les femmes peuvent se voir interdire de conclure des contrats, d'ouvrir des comptes en banque ou de signer des accords de prêt¹⁷.

¹⁴ Bellows, Valente, Lemke, Núñez BdL. 2016. Gender, Nutrition, and the Human Right to Adequate Food : Toward an Inclusive Framework. Routledge.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid., p. 58 à 108.

¹⁷ Op. cit. FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*, Avant-propos, p. 33.

19. Les obstacles juridiques empêchent également les hommes et les femmes de bénéficier dans les mêmes conditions d'un emploi rémunéré en raison de pratiques de discrimination flagrante envers les femmes sur le lieu de travail. En 2014, 77 pays sur 140 pour lesquels on disposait de données appliquaient encore des restrictions juridiques quant au type d'activités rémunérées que les femmes pouvaient exercer¹⁸. Même lorsqu'il existe une égalité des chances en matière d'emploi, l'égalité de salaire ne suit pas : l'égalité de rémunération pour un travail égal est exigée par la loi dans 59 pays seulement¹⁹.

20. Pour finir, les obstacles juridiques peuvent contraindre les femmes à choisir entre les responsabilités familiales et un emploi à l'extérieur. En tant que principales responsables des enfants et du foyer, les femmes ne sont pas toujours autorisées à exercer une activité rémunérée et le droit de la famille et des personnes empêche parfois les femmes de prendre des décisions professionnelles sans la permission de leur mari. De même, dans certains pays, le droit de la famille est très discriminatoire et confère aux maris une autorité sur leur femme dans le cadre du mariage, y compris des droits de propriété, et un droit de divorce. Les femmes, premières responsables des tâches ménagères, doivent aussi souvent s'occuper de tout ce qui concerne la protection de la maternité et les soins aux enfants.

A. Droits de propriété

1. Droits fonciers

21. L'un des facteurs les plus importants permettant aux femmes de prospérer en tant que productrices de denrées alimentaires, que ce soit pour arrondir leurs revenus ou pour avoir des moyens de subsistance, est leur capacité de posséder des terres ou d'y avoir accès. Or, l'exclusion des femmes de la propriété foncière est un phénomène mondial. En Afrique, la part de biens fonciers appartenant à des femmes varie entre 5 et 30 %²⁰. Dans une étude récente sur la situation des femmes et leur droit à la terre en Amérique centrale, des chercheurs ont montré que dans tous les pays de cette région, il existe des lois qui reconnaissent cette égalité de droits entre les hommes et les femmes. Il existe toujours pourtant un fossé entre l'égalité en théorie et l'égalité en pratique : les femmes possèdent moins de terres, lesquelles sont souvent de moins bonne qualité, et la sécurité juridique dont elles bénéficient est moindre. Dans les pays d'Amérique centrale, la proportion de terres auxquelles les femmes ont accès est comprise entre 12 et 23 % seulement²¹.

22. Aux Philippines aussi, la répartition des terres est discriminatoire. Les femmes y sont autorisées légalement à posséder des terres, mais l'« invisibilité » des femmes dans le système de production alimentaire a créé des obstacles structurels qui les empêchent d'accéder à des ressources productives. Il existe une corrélation entre la propriété foncière et l'accès à des ressources productives, notamment le crédit, les intrants, les variétés de semences et les engrais inorganiques, l'équipement agricole et les services de vulgarisation, y compris le crédit. C'est pourquoi, aux Philippines, moins de 3 % des femmes qui travaillent dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche bénéficient de services d'appui, tels que l'accès au crédit, aux semences, à la

¹⁸ Banque mondiale 2015c. « Women, Business and the Law Database ». Base de données consultée en janvier 2015. Washington : Banque mondiale.

¹⁹ Banque mondiale 2015c. « Women, Business and the Law Database ». Base de données consultée en janvier 2015. Washington : Banque mondiale.

²⁰ Marcela Villarreal, *Decreasing Gender Inequality in Agriculture : Key to Eradicating Hunger*, 20 Brown J. World Aff. 169 (2013-2014).

²¹ *Tierra para nosotras, Propuestas políticas de las mujeres rurales centroamericanas para el acceso a la tierra*, 2015, Red Centroamericana de Mujeres Rurales Indígenas y Campesinas (RECMURIC).

formation et aux technologies, ce qui ne permet pas d'assurer des revenus et des moyens de subsistance durables²².

23. Les titres de propriété détenus par les femmes sont un bon indicateur de la pauvreté et un élément clef pour garantir une meilleure participation à la prise de décisions à la maison. Il a été prouvé qu'accorder aux femmes l'autonomie nécessaire pour faire des choix au quotidien améliorerait la santé procréative, la nutrition de la famille et le bien-être des enfants. La propriété foncière contribue également à renforcer le rôle des femmes dans la vie locale ainsi que leur pouvoir de négociation²³.

2. Héritage

24. L'héritage est souvent le principal moyen, pour les femmes, d'acquérir des terres; les femmes ont néanmoins toujours moins de chances d'hériter de terres que les hommes. La succession est souvent déterminée par les pratiques en matière de mariage. Dans les sociétés patriarcales, les plus courantes, ce sont les fils, plutôt que les filles, qui héritent des terres de leur père. Même lorsque des pratiques d'héritage à la fois matriarcales et patriarcales existent, il se peut que les communautés privilégient les pratiques patriarcales coutumières. C'est le cas par exemple de la communauté Mossi au Burkina Faso où malgré le fait que la majorité des familles sont musulmanes, ce qui signifie, en théorie, que les filles héritent des terres, cette pratique n'est pas observée²⁴.

25. Pour les femmes mariées, le décès du mari ne garantit pas leurs droits de succession sur la propriété du défunt. En Ouganda par exemple, une clause de partage de la propriété a été ajoutée à la loi de 1998 sur le régime foncier, qui confère techniquement le titre de propriété aux deux époux; néanmoins, à la mort du mari, tous les enfants issus du mariage sont légalement autorisés à prendre des terres à leur mère²⁵. De même, chez les Hmong et les Khmu, les principaux groupes ethniques de la République populaire démocratique lao, les femmes sont avant tout considérées comme les gardiennes de l'héritage de leurs enfants plutôt que comme des héritières à part entière et les femmes célibataires n'ont en plus pas le droit de vivre de façon autonome²⁶.

3. La propriété dans le cadre du mariage

26. Lorsqu'un bien foncier est acquis dans le cadre du mariage, il se peut que la femme n'en soit pas également propriétaire. Les sociétés de droit coutumier excluent souvent le partage de la copropriété à cause de la croyance selon laquelle les femmes ne sont pas capables de s'occuper des terres. Dans les économies de marché où les acquêts sont reconnus par les normes sociétales, la copropriété des biens acquis dans le cadre du mariage est communément acceptée, mais il arrive que du fait des normes patriarcales, la reconnaissance de l'égalité des sexes en ce qui concerne les droits de propriété pose encore des problèmes.

4. Mesures prises par les États

27. Entre 1990 et 2010, de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne ont entrepris des réformes foncières pour établir des lois formelles qui reconnaissent et protègent les droits des femmes à la terre. Selon le rapport 2015

²² Rapport de mission aux Philippines (2015) à paraître.

²³ ActionAid International, *Securing women's rights to land and livelihoods a key to ending hunger and fighting AIDS*, bulletin d'information d'Action Aid International (juin 2008).

²⁴ Banque mondiale, FAO, FIDA, *Gender in Agriculture Sourcebook*, Washington, 2009, p. 143.

²⁵ A. Mari Tripp, *Women's Movements, Customary Law, and Land Rights in Africa : The Case of Uganda*, Afr. Stud. Q., 8.

²⁶ E. Mann et N. Luangkhot, *Lao-German Land Policy Development Project* (2008), p. 14, 24 et 47.

d'ONU-Femmes intitulé *Progress of the World's Women Report*, en 2014, 128 pays disposaient de lois qui garantissaient aux épouses l'égalité en matière de propriété et, dans 112 pays, les filles jouissaient des mêmes droits de succession que les fils²⁷.

28. Il s'agit là d'évolutions positives mais, malheureusement, les lois formelles n'ont pas suffisamment sécurisé les droits de propriété des femmes, en raison notamment de la prévalence des droits coutumiers. Dans de nombreux pays africains, l'existence d'« un système juridique mixte » reflétant à la fois le droit coutumier et le droit commun a tendance à compliquer le régime de propriété foncière²⁸. En Asie, de nombreux pays maintiennent un droit des personnes et un droit religieux, qui, dans la pratique, priment les lois formelles et empêchent véritablement les femmes de détenir des terres. De plus, dans de nombreux cas, les lois formelles et les institutions de l'État n'ont guère d'influence en dehors des centres urbains.

29. Les lois formelles peuvent aussi se révéler inefficaces si les femmes n'exercent pas leurs droits ou ne se les arrogent pas. Par exemple, en 2005, l'Inde a modifié sa loi de 1956 sur la succession hindoue pour permettre aux hommes et aux femmes de bénéficier des mêmes droits de succession sur les terres agricoles. Il n'empêche que, selon une étude de 2013, des difficultés en ce qui concerne la mise en œuvre de ladite loi ont été observées; celles-ci seraient dues au fait que les femmes ne connaissent pas les droits que leur garantit la loi ou ne souhaitent pas importuner leur famille ainsi qu'à la résistance de leurs frères²⁹.

30. Les mesures prises par l'État peuvent aussi être source de répartition discriminatoire des terres. Un État peut s'employer à redistribuer les terres par diverses mesures, notamment la réforme agraire, l'appropriation à grande échelle et les programmes de privatisation. Parfois, la répartition des terres censée profiter aux groupes marginalisés ne bénéficient qu'aux chefs de famille. Dans le cadre des programmes de réforme agraire adoptés récemment, on a essayé de réparer cette injustice en allouant spécialement des terres aux femmes ou en reconnaissant les droits de copropriété³⁰. De nombreux pays échouent néanmoins dans cette entreprise, même lorsque l'égalité des sexes est clairement énoncée comme un objectif dans les programmes de réforme agraire. La même chose s'est produite dans le cadre des mesures prises par les États suite aux réinstallations à grande échelle causées par des projets de développement.

B. Droits de propriété intellectuelle

31. Traditionnellement, le régime de droits de propriété intellectuelle n'était pas appliqué aux innovations agricoles³¹ dans le cadre des initiatives visant à accroître la

²⁷ Banque mondiale 2015c. « Women, Business and the Law Database ». Base de données consultée pour la dernière fois en janvier 2015. Washington : Banque mondiale. En fait, il ne s'agit pas de l'ensemble des pays de la planète, mais de 128 pays sur 139 et de 112 sur 138 pour lesquels on dispose de données. Banque mondiale 2015c.

²⁸ Nia K. N. Jackson, *All Players to the Table : Getting Total Buy-in to An Economic Approach to Women's Land Rights Reform*, 10 J. Int'l Bus. & L. (2011), p. 189, 196 à 199.

²⁹ A. Sircar et S. PAL, Landesa « The Formal and Informal Barriers in the Implementation of the Hindu Succession (Amendment) Act 2005 » (Les obstacles formels et informels à la mise en œuvre de la loi de 2005 portant modification de la loi sur la succession hindoue). Document élaboré en vue de l'intervention à la Conférence 2014 de la Banque mondiale sur la terre et la pauvreté. Banque mondiale – Washington, 24-27 mars (2014), https://www.academia.edu/15882078/What_is_preventing_women_from_inheriting_land_A_Study_of_implementation_of_Hindu_Succession_Act_in_three_states_of_India.

³⁰ Banque mondiale, FAO, FIDA, *Gender in Agriculture Sourcebook*, p. 137 et 138.

³¹ J. Long, *Global Food Security and Intellectual Property Rights*, 21 Michigan State International Law Review, 115, 118 (2013).

production de denrées alimentaires au niveau mondial. Dans la plupart des communautés, les pratiques agricoles, comme l'échange de semences, étaient des activités de groupe, non restreintes par la loi. De plus, la majorité des travaux de recherche et développement était financée par le secteur public. Aujourd'hui, l'agriculture industrialisée a remplacé en grande partie l'agriculture collective traditionnelle; elle s'inspire des lois du marché concurrentiel en ce qui concerne les innovations agricoles visant à accroître la production. Depuis plusieurs dizaines d'années, ce sont des sociétés privées qui financent la recherche et développement dans le domaine agricole. Les 10 plus grandes entreprises de biotechnologie agricole investissent environ 1,69 milliard d'euros par an pour développer de nouveaux produits, soit à peu près 7,5 % de leurs recettes totales³². Pour que ces sociétés couvrent leurs frais de développement relatifs aux technologies agricoles et continuent d'investir dans la recherche et développement, un cadre relatif aux droits de propriété intellectuelle dans le domaine agricole a été créé.

32. Malheureusement, le régime de droits de propriété intellectuelle exclut de façon disproportionnée les femmes, en particulier dans le secteur de l'agriculture. Par exemple, le régime de droits de propriété intellectuelle valorise en général les « techniques de pointe », mais ignore les contributions des femmes à la production agricole³³. Parallèlement, la privatisation des ressources agricoles mène à une plus grande monétisation. Les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir des revenus discrétionnaires et sont donc moins en mesure de se procurer des semences coûteuses, qui étaient auparavant gérées par la collectivité³⁴.

33. De plus, le régime de droits de propriété intellectuelle ne reconnaît pas volontiers la valeur des connaissances traditionnelles des femmes, qui peuvent couvrir un large ensemble de pratiques, de technologies et de techniques agricoles. De plus, les femmes sont menacées par la biopiraterie, pratique qui consiste à s'approprier des connaissances traditionnelles et à les breveter sans accorder d'indemnisation appropriée.

1. Économie de semences : élimination du rôle des femmes dans la sécurité alimentaire

34. La plus grande incidence du régime de droits de propriété intellectuelle sur les femmes et leur droit à l'alimentation a trait à l'économie de semences, pratique qui est à la fois essentiellement l'affaire des femmes et une composante essentielle de l'agriculture de subsistance à petite échelle. Des études montrent que jusqu'à 90 % des plants utilisés par les petits exploitants agricoles sont des semences et du matériel génétique produits, sélectionnés et épargnés par des femmes³⁵. Les semences et les banques de semences sont importantes pour faire face à la crise de la biodiversité agricole, pour assurer des moyens de subsistance durables aux fins de la sécurité alimentaire et pour permettre aux femmes de s'autonomiser en ayant des sources de revenus stables³⁶.

³² C. Jewell, À qui profitent les droits de propriété intellectuelle dans le domaine de l'innovation agricole? OMPI (2015), http://www.wipo.int/wipo_magazine/fr/2015/04/article_0003.html.

³³ K. Mukhopadhyay, The Negative Impact of TRIPS on Gender Rights in Access Health and Food in India : A Study of the Dynamics of Knowledge Economy and Neo-Medieval Governance, Université de Denver 48 (2014).

³⁴ PNUD, Policy Paper : Intellectual Property, Agrobiodiversity and Gender Considerations « Issues and Case Studies from the Andean and South Asian Regions » (2010).

³⁵ V. Shiva et J. Kunwar, Impact of WTO on Women in Agriculture, New Delhi, Navdanya Research Foundation for Science, Technology and Ecology for National Commission for Women (2005).

³⁶ F. Akhter, Reflections on Empowerment, in Seeds of Movements : On Women's Issues in Bangladesh, Dhaka : Naringantha Prabartana (F. Akhter, éd., 2007).

35. À l'échelle mondiale, les femmes ont cultivé plus de 7 000 espèces³⁷. Rien qu'en Inde, les économies de semences ont permis aux femmes de cultiver 200 000 variétés de riz³⁸. La biodiversité offre la variation génétique nécessaire à la protection contre les maladies, les parasites et les phénomènes météorologiques qui menacent d'anéantir les ressources vivrières.

36. Parallèlement, l'agro-industrie et les sociétés de biotechnologie ont transformé le marché mondial des semences en une industrie qui rapporte des milliards de dollars³⁹, quatre sociétés se partageant à elles seules 50 % du marché⁴⁰. Avec de tels monopoles lucratifs en jeu, ces sociétés internationales se sont beaucoup servies du régime de droits de propriété intellectuelle pour garantir un accès exclusif aux semences brevetées et, par conséquent, les redevances de brevets qui y sont associées.

37. Du fait de l'application des lois relatives aux droits de propriété intellectuelle, les semences qui auraient été accumulées puis partagées sont maintenant la propriété intellectuelle de sociétés. Les actions récemment intentées en justice montrent que les sociétés n'hésitent pas à saisir les tribunaux pour protéger leur propriété. Depuis 1997, la société Monsanto a intenté 147 actions en justice contre des agriculteurs qui n'ont pas « honoré cet accord », à savoir les droits de propriété intellectuelle de Monsanto⁴¹.

38. Le fait que 73 % de l'offre mondiale de semences est détenue et brevetée par ces sociétés et, par conséquent, non renouvelable⁴² enferme les femmes dans un dilemme. Elles sont habituées à l'économie et au partage de semences et ont donc à choisir entre rompre avec la pratique traditionnelle d'accumulation et d'échange de semences ou prendre le risque d'être punies pour une infraction aux droits de propriété intellectuelle.

IV. Obstacles économiques

A. Une politique économique mondiale en mutation et l'essor des modèles d'entreprise dans le secteur agricole

39. Les producteurs agricoles non constitués en entreprises et, en particulier, les femmes ont souffert de l'évolution de la politique agricole et des tendances économiques au cours des dernières décennies. Les politiques d'ajustement structurel désastreuses imposées à la plupart des pays en développement au cours des dernières décennies afin qu'ils puissent, dans une large mesure, bénéficier de l'aide au développement et prendre part au régime commercial mondial, ont entraîné une baisse générale de la productivité agricole, une diminution des rendements et une plus grande précarité des moyens de subsistance dans les zones rurales⁴³.

40. Les femmes productrices de denrées alimentaires sont particulièrement défavorisées par ces politiques et il n'y a guère de choses à faire pour remédier à cette

³⁷ Vandana Shiva, Jour 3 : Les semences aux mains des femmes, OXFAM Int'l GROW Blog Channel (21 novembre 2012), <https://blogs.oxfam.org/fr/blogs/les-semences-aux-mains-des-femmes>.

³⁸ Id.

³⁹ ETC Group, Putting the Cartel Before the Horse ... and Farm, Seeds, Soil, Peasants, Etc. : Who Will Control Agricultural Inputs, 2013 No. 111 (2013), p. 7.

⁴⁰ Op. cit.

⁴¹ Why Does Monsanto Sue Farmers Who Save Seeds? Monsanto, <http://www.monsanto.com/newsviews/pages/why-does-monsanto-sue-farmers-who-save-seeds.aspx>.

⁴² Vandana Shiva, Jour 3 : Les semences aux mains des femmes, OXFAM Int'l GROW Blog Channel (21 novembre 2012), <https://blogs.oxfam.org/fr/blogs/les-semences-aux-mains-des-femmes>.

⁴³ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*, 2011, p. 13.

situation, étant donné que l'Accord sur l'agriculture de l'OMC demande aux États membres de « s'abstenir d'instaurer de nouvelles formes de soutien interne à la production agricole », la plupart d'entre elles visant à aider à soutenir les femmes qui ont des petites exploitations agricoles et pratiquent l'agriculture de subsistance⁴⁴.

41. La libéralisation du commerce agricole repose généralement sur des politiques de promotion des exportations qui profitent aux hommes et aux agriculteurs de plus grande envergure. La libéralisation a aussi ouvert des petits marchés aux importations subventionnées et donc entraîné le déplacement des produits agricoles proposés par les femmes au niveau local et favorisé la production de cultures d'exportation au détriment de l'agriculture de subsistance. Les femmes ont du mal à maintenir les revenus du ménage en raison de la concurrence accrue avec les produits agricoles importés, des prix réduits et de la baisse des prix des produits de base sur les marchés internationaux.

42. Les politiques de libéralisation commerciale favorisent considérablement les grandes entreprises et un modèle de production agricole à grande échelle, au détriment des petits producteurs les plus vulnérables et marginalisés. Or, les femmes ont tendance à se lancer dans une production agricole à une échelle qui n'est pas compatible avec un modèle d'entreprise, parce qu'elles possèdent des parcelles plus petites, qui sont, en moyenne, 20 à 30 % moins productives que celles gérées par des hommes⁴⁵.

43. L'agrobiotechnologie, autre aspect important du modèle d'entreprise agricole, impose certaines contraintes aux femmes. Ces dernières n'ont en général pas la formation technologique nécessaire et « n'ont pas le temps » d'avoir accès à la formation appropriée. Elles ont donc moins la possibilité de comprendre les effets négatifs de certaines avancées technologiques et d'apprendre comment utiliser efficacement et en toute sécurité la technologie⁴⁶. Enfin, elles ne participent guère au développement des agrobiotechnologies, ce qui explique que celles-ci ne répondent souvent pas aux besoins des femmes.

B. Des contraintes supplémentaires pour les travailleuses agricoles

44. La plupart des personnes pauvres de la planète qui vivent et travaillent dans les zones rurales sont employées dans le secteur de l'agriculture. Au niveau mondial, 20 à 30 % des 450 millions de travailleurs agricoles salariés sont des femmes, de même que 30 % des personnes employées dans le secteur de la pêche et ce nombre ne cesse d'augmenter⁴⁷. Pourtant, les femmes ont du mal à se livrer aux comportements pratiqués sur le marché lorsque les normes culturelles font qu'il est socialement inacceptable pour elles d'interagir avec des hommes.

45. Même s'il ne leur est pas formellement interdit d'avoir accès aux marchés, les femmes peuvent se heurter à des obstacles structurels qui les empêchent de produire des volumes suffisants, de nouer des liens avec les acheteurs ou de commercialiser leurs marchandises. Les femmes peuvent aussi ne pas avoir suffisamment le temps de se livrer à des activités de marché en raison de leur charge de travail non rémunéré. C'est pourquoi les femmes sont particulièrement désavantagées par les marchés « libres ». Les travailleuses agricoles sont souvent exclues du bénéfice des

⁴⁴ Mita Narula, *Reclaiming the Right to Food as a Normative Response to the Global Food Crisis*, 13 *Yale Hum. Rts. & Dev. L. J.* 403, 409 (2010).

⁴⁵ Villareal – *Gender and Food Security*, p. 5.

⁴⁶ CNUCED « Des modes de développement équitables et soucieux de parité », TD/456, 4 (2012).

⁴⁷ TNI/FIAN/IGO/FDCL (2014) *Women agricultural workers and the right to adequate nutrition* (Heidelberg : FIAN) [insérer le lien Web ici], p. 6, Biswas, N. 2013. Note from the Editor. Yemaya 42 (March) : 1.

arrangements contractuels essentiels dans le cadre du modèle agro-industriel de l'agriculture moderne. Les hommes contrôlent en grande partie ces arrangements contractuels tandis que les femmes sont chargées de la plupart des travaux agricoles rémunérés⁴⁸.

46. En outre, l'agriculture est l'un des secteurs les plus dangereux dans lequel l'on peut travailler, en particulier pour les femmes. Il s'agit d'un travail physiquement exigeant et les normes de sécurité y sont souvent faibles, voire inexistantes. Les vêtements et les équipements de protection sont souvent conçus pour des hommes. Les femmes sont de surcroît le plus souvent engagées à la tâche, ce qui les pousse à mettre leur santé en péril pour en faire le maximum⁴⁹. Au Guatemala, des allégations de graves violations de cette nature ont été reçues par le Bureau de pays de l'ONU en 2014, notamment la pratique répandue consistant à lier les salaires à des objectifs de productivité, qui a des conséquences disproportionnées pour les femmes car elles sont souvent obligées de travailler d'une manière non reconnue, ce qui fait qu'il est plus facile pour les hommes d'atteindre ces objectifs⁵⁰. Les travailleuses agricoles sont aussi victimes de violations de leurs droits en rapport avec leurs rôles de génitrices. L'exposition à certains produits chimiques utilisés dans l'agriculture peut provoquer des avortements spontanés et des naissances prématurées. L'exposition à des produits chimiques toxiques *in utero* et par le biais du lait maternel peut aussi altérer le développement des nourrissons et des enfants⁵¹. Du fait de pratiques d'embauche discriminatoires, les femmes cachent souvent leurs grossesses et les employeurs recrutent souvent des femmes avec des contrats à court terme afin de ne pas verser de prestations de maternité⁵².

47. La discrimination dont sont victimes les travailleuses agricoles vient en partie du fait qu'elles sont absentes des structures de surveillance et des syndicats. Les femmes qui militent dans des syndicats peuvent faire l'objet d'éventuelles représailles de leurs employeurs. Les travailleuses migrantes à statut précaire sont particulièrement vulnérables et préfèrent parfois ne pas se livrer à des activités susceptibles de remettre en question l'autorité de leur employeur, y compris le fait d'adhérer à un syndicat ou de signaler des violences sexuelles⁵³.

48. La sécurité alimentaire des femmes dans les ménages d'agriculteurs et des paysans sans terre dépend du niveau des salaires⁵⁴. Sur les marchés ruraux du travail, la ségrégation entre les sexes est très forte et les femmes sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs à bas salaire, sans protection sociale efficace, d'occuper des emplois temporaires, saisonniers et occasionnels, et d'avoir des activités pour lesquelles une main-d'œuvre relativement peu qualifiée est nécessaire.

⁴⁸ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*, p. 13.

⁴⁹ Op. cit., TNI/FIAN/IGO/FDCL (2014) *Women agricultural workers and the right to adequate nutrition* (Heidelberg : FIAN) [insérer le lien Web ici], p. 9.

⁵⁰ A/HRC/28/3/Add.1, par. 69 et 70.

⁵¹ IUF. 2007. *A Gender Equality Guide for Trade Unionists in the Agriculture, Food, Hotel and Catering Sectors : All for One = One for All*. http://www.inclusivecities.org/wp-content/uploads/2012/07/Mather_IUF_All_for_One.pdf (consulté le 20 avril 2014), p. 14.

⁵² Longley, S. 2013. « Decent Work for Rural Women Workers – Essential for Ensuring their Right to Food » in *The Right to Food and Nutrition Watch*. 2013 : 36-39. http://www.rtfwatch.org/fileadmin/media/rtfn-watch.org/ENGLISH/pdf/Watch_2013/Watch_2013_PDFs/Watch_2013_eng_WEB_final.pdf (consulté le 22 avril 2014), p. 38.

⁵³ Human Rights Watch. 2012. *Cultivating Fear : The Vulnerability of Immigrant Farmworkers in the US to Sexual Violence and Sexual Harassment*. (12 mai 2014). <http://www.hrw.org/reports/2012/05/15/cultivating-fear> (consulté le 20 avril 2014), p. 84.

⁵⁴ Sen, A. (1982). *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford : Oxford University Press.

49. Nombre de producteurs de denrées alimentaires et de travailleurs agricoles ne sont pas en mesure de nourrir leurs familles car les exploitations agricoles commerciales s'efforcent « en permanence » de faire des économies sur les coûts du travail en ayant recours à la précarisation de la main-d'œuvre⁵⁵. Le soutien de l'État pour remédier à cette situation laisse aussi à désirer.

50. De même, les femmes qui travaillent dans le secteur de la pêche fournissent une contribution importante aux différentes étapes mais leur rôle est en grande partie sous-estimé. Malgré leur contribution directe à l'économie de la pêche, les femmes sont totalement exclues des services, structures et prestations financés par l'État.

51. Il existe toutefois des différences au sein de la vaste catégorie des ménages dirigés par des femmes car ces ménages ne présentent pas les mêmes caractéristiques socioéconomiques et ne se retrouvent donc pas dans la même situation en ce qui concerne leurs moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une étude réalisée auprès de travailleurs agricoles d'Afrique du Sud a révélé que certains ménages dirigés par des femmes, bien qu'ayant des revenus moindres que des ménages dirigés par des hommes, jouissaient d'une plus grande sécurité alimentaire et nutritionnelle que des ménages comparables ayant un homme à leur tête. Cela tenait au fait que les femmes avaient plus facilement accès à des prestations sociales, des envois de fonds et des revenus obtenus au moyen d'activités informelles, ce qui montre l'importance de l'accès des femmes aux ressources et aux relations de pouvoir au sein du ménage pour parvenir à une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle⁵⁶.

C. Le droit à l'alimentation des femmes et les moyens de subsistance non agricoles

52. La situation défavorable dans laquelle se trouvent les femmes dans les secteurs agricole et non agricole sape leur droit à l'alimentation. Les possibilités de revenu des femmes sont plus limitées que celles des hommes; la participation des femmes au marché du travail est plus faible que celle des hommes à l'échelle mondiale – 70 % des hommes en âge de travailler font partie de la population active contre seulement 40 % de femmes⁵⁷ et les taux de participation de la main-d'œuvre féminine ont stagné au cours des vingt dernières années partout dans le monde⁵⁸.

53. Les femmes gagnent en moyenne 24 % de moins que les hommes, ce qui se traduit par une réduction de revenu pouvant aller de 31 à 75 % sur toute une vie, et elles sont aussi moins susceptibles de toucher une pension⁵⁹. Des données de l'Organisation internationale du Travail (OIT) montrent que la ségrégation professionnelle est importante, les femmes étant surreprésentées dans les emplois de secrétariat et d'appui, de services et de ventes par rapport aux postes d'encadrement et aux emplois qualifiés dans l'agriculture et la pêche, l'artisanat et le commerce⁶⁰.

⁵⁵ Id., p. 60.

⁵⁶ Lemke and Bellows 2016, Chapter 5 in Bellows *et al.* 2016; voir aussi Lemke S, Bellows AC, Heumann N 2009. Gender and Sustainable Livelihoods : Case Study of South African Farm Workers, International Journal of Innovation and Sustainable Development, 4 (2-3) : 195 à 205.

⁵⁷ Op. cit., FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*.

⁵⁸ ONU-Femmes (2015) « Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : transformer les économies, réaliser les droits ». http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW_progressreport_fre_06_05.pdf, p. 71.

⁵⁹ OIT 2015c. Base de données « Indicateurs clefs du marché du travail ». Consulté en janvier 2015. <http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/research-and-databases/kilm/lang--fr/index.htm>.

⁶⁰ OIT 2015c. Base de données « Indicateurs clefs du marché du travail ». Consulté en janvier 2015. <http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/research-and-databases/kilm/lang--fr/index.htm>.

Malheureusement, cette ségrégation professionnelle ne s'atténue pas avec le développement économique, mais elle se traduit plutôt par une baisse de la qualité des emplois accessibles aux femmes, ainsi que par des inégalités de salaires « toujours bloquées » en dehors du secteur agricole, qui influent sur le revenu des femmes et leur capacité d'acheter des produits alimentaires⁶¹.

54. Lorsque les femmes parviennent à gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de leurs familles, les hommes réagissent en retirant leur contribution au budget du ménage dans le but d'acheter des produits de luxe⁶². Une étude récente menée au Nicaragua a montré que si les mères fournissaient une importante contribution au revenu du ménage, le risque d'insécurité alimentaire modérée et sévère diminuait de 34 % et, si les mères prenaient les grandes décisions au sujet du revenu du ménage, cette diminution s'élevait à 60 %⁶³.

55. En l'absence de soutien supplémentaire pour effectuer les tâches ménagères à la maison, ceux qui dépendent des femmes – les enfants et les personnes âgées – peuvent être encore plus désavantagés du fait que les femmes travaillent à l'extérieur de la maison pour gagner leur vie. Les filles, par exemple, sont parfois amenées à quitter l'école pour s'occuper de la maison. Cela en dit évidemment long sur la discrimination dont font l'objet les femmes sur le marché du travail lorsqu'elles sont les seules à prendre en charge les tâches ménagères.

V. Obstacles écologiques : les changements climatiques

56. Les changements climatiques sont l'une des principales menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité alimentaire. Le secteur de l'agriculture fait l'objet d'importantes pressions dues aux changements climatiques comme la hausse des températures, la variabilité des précipitations et les phénomènes météorologiques extrêmes à l'origine de mauvaises récoltes et d'épidémies de ravageurs et de maladies, ainsi que la dégradation des terres et des ressources en eau⁶⁴.

57. On sait bien que les changements climatiques n'ont pas les mêmes effets sur les hommes que sur les femmes. Déjà marginalisées dans pratiquement toutes les sociétés, les femmes sont victimes de discrimination et de violations des droits de l'homme de façon disproportionnée, situation encore aggravée par les changements climatiques.

58. Les femmes ont de multiples responsabilités en tant que chefs de famille, prestataires de soins et paysannes qui pratiquent l'agriculture de subsistance, et il leur est de plus en plus difficile de trouver un juste équilibre entre ces rôles face aux changements climatiques. Les femmes participent également à un large éventail d'activités qui favorisent un développement agricole durable, telles que la conservation des sols et de l'eau, l'agroécologie, le reboisement et la domestication des cultures, et qui sont indispensables aux politiques d'atténuation et d'adaptation.

59. Pour réussir à mettre en œuvre des politiques et des projets relatifs aux changements climatiques, il importe de bien comprendre les relations et les rôles de chaque sexe en ce qui concerne les ressources naturelles, ainsi que les effets différenciés des changements climatiques sur les hommes et les femmes. En 1995, la

⁶¹ Banque mondiale 2011. Rapport 2012 sur le développement dans le monde : Égalité des genres et développement. Washington : Banque mondiale, p. 205.

⁶² Banque mondiale, FAO, FIDA, Gender in Agriculture Sourcebook, Washington, 2009, p. 90.

⁶³ Schmeer KK, Piperata BA, Rodríguez AH, Torres VMS, Cárdenas FJC 2015. Maternal resources and household food security : evidence from Nicaragua. Public Health Nutrition 18 (16) : 1-10, doi:10.1017/S1368980014003000.

⁶⁴ Voir le rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation à l'Assemblée générale, juillet 2014, A/70/287.

Déclaration de Beijing a été la première déclaration internationale à reconnaître les liens entre l'égalité des sexes et les changements climatiques. Il a fallu beaucoup de temps pour que les spécialistes internationaux des changements climatiques s'intéressent aux aspects des changements climatiques liées aux sexes. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques fait uniquement référence aux questions de genre dans le cadre du mécanisme de « réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+) » et des mesures de riposte (et dans ce dernier cas seulement pour considérer les femmes comme un « groupe vulnérable ». Ces dernières années, des progrès ont été réalisés dans l'intégration de l'égalité des sexes dans les décisions de la Conférence des Parties mais il est difficile de savoir comment le prochain document d'accord sur les changements climatiques intégrera une perspective de genre.

60. Le Programme d'action pour le développement durable d'ici à 2030 reconnaît à quel point il importe de faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles afin de parvenir au développement durable. Nombre des objectifs de développement durable liés au climat incluent des cibles propres à chaque sexe, notamment ceux qui ont trait à l'accès à la propriété, au contrôle des terres et aux nouvelles technologies (objectif 1), aux petits producteurs alimentaires de sexe féminin (objectif 2), ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement (objectif 6). Ces objectifs prévoient des activités pour promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans tous les domaines d'action liés aux changements climatiques.

61. Toutefois, le système n'est toujours pas fondé sur une approche de droits de l'homme, notamment des mécanismes de contrôle participatifs pour évaluer les normes et des mécanismes permettant d'obtenir réparation pour les violations des droits de l'homme subies, en particulier par les femmes. Une approche fondée sur les droits de l'homme met l'accent sur l'autodétermination locale, laquelle est difficile lorsque les choses sont imposées de l'extérieur, et favorise la maîtrise des ressources locales essentielles et traditionnelles comme l'eau, la terre et la biodiversité.

A. Pourquoi les femmes ont un rôle à jouer dans les politiques liées aux changements climatiques?

1. Gestion des catastrophes

62. La gestion des catastrophes est un sujet de préoccupation parce que les changements climatiques risquent d'avoir des effets sur le nombre et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes. Des travaux de recherche montrent que dans les pays où les hommes et les femmes devraient être frappés de la même façon par des catastrophes naturelles, les femmes et les filles, en raison des inégalités liées au sexe, courent jusqu'à 14 fois plus de risques de mourir en cas de catastrophe⁶⁵. Cela est particulièrement vrai pour les femmes âgées, les personnes handicapées, les femmes enceintes et allaitantes et celles qui ont de jeunes enfants, qui ont des ressources limitées ou dont la mobilité est réduite et qui, de ce fait, courent le plus de risque dans des situations d'urgence⁶⁶.

63. Les femmes sont plus vulnérables que les hommes dans les situations d'après catastrophe car elles ont davantage de responsabilités domestiques tout en ayant moins de ressources. Après une catastrophe, il est encore plus compliqué de trouver au quotidien des vivres, de l'eau et du combustible pour son foyer, et ce sont les femmes

⁶⁵ Lorena Aguilar, <http://www.capwip.org/Phillipinas%20presentacion%20-%20Lorena%20Aguilar.pdf>, http://countryoffice.unfpa.org/zimbabwe/2015/07/11/12467/when_disaster_strikes_women_and_girls_are_the_backbone_of_resilience (2008).

⁶⁶ HLPE Report, Climate Change and Food Security, June 2012 Committee of Food Security Report.

qui s'en chargent la plupart du temps. De surcroît, l'ingérence de sociétés commerciales dans le lancement de l'allaitement maternel et sa prolongation à long terme compromet la capacité des femmes de nourrir en toute sécurité leurs nourrissons et jeunes enfants du fait de la mauvaise qualité de l'eau potable ou du manque d'eau dans les situations d'après-conflit.

64. Les changements climatiques ne font qu'aggraver la tension psychologique liée aux catastrophes et augmentent les risques de violence, de harcèlement sexuel et de traite pour les femmes. Des femmes sont contraintes de se prostituer et les études montrent une plus forte prévalence du VIH dans les régions d'Afrique touchées par la sécheresse⁶⁷.

65. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, les femmes jouent un rôle de premier plan dans la distribution des vivres dans les situations d'urgence. Pourtant, elles sont souvent exclues de la prise de décisions dans les situations d'urgence après une catastrophe. La faible participation des femmes restreint leur participation aux décisions politiques ayant des incidences sur les besoins et les vulnérabilités qui leur sont propres, et les travailleurs humanitaires considèrent souvent les femmes comme des victimes et non comme des agents potentiels de changement, renforçant ainsi les inégalités entre les sexes.

2. Moyens de subsistance et responsabilités domestiques des femmes

66. Dans les zones rurales, les femmes et les filles consacrent la majeure partie de leur temps à l'agriculture de subsistance et à la collecte d'eau et de combustible. À la suite d'inondations, de sécheresses, d'incendies et de glissements de terrain, ces tâches deviennent de plus en plus difficiles. Les pénuries d'eau et la dégradation des forêts font que les femmes et les filles doivent parcourir de plus longues distances pour aller chercher de l'eau et du bois. Au Sénégal et au Mozambique, les femmes passent respectivement 17,5 heures et 15,3 heures par semaine à aller chercher de l'eau. Au Népal, les filles consacrent une moyenne de cinq heures par semaine à cette tâche. En Afrique rurale et en Inde, les femmes dépensent 30 % de leur apport calorique quotidien à porter de l'eau. L'appauvrissement des terres et des ressources hydriques fait peser une charge supplémentaire sur le travail et la santé des femmes qui doivent lutter pour s'en sortir dans un environnement en mutation⁶⁸.

67. Les effets de la dégradation de l'environnement et de l'appauvrissement de la diversité biologique sur les ressources foncières communes mettent en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages. Les femmes qui n'ont pas de titres de propriété sont tributaires des ressources communes pour leur survie, ce qui fait qu'elles ont moins de temps pour produire et préparer des denrées alimentaires et se retrouvent dans une situation de plus grande insécurité, avec des conséquences pour la sécurité alimentaire et le bien-être nutritionnel de la famille.

68. La diminution de la qualité de l'eau suite aux changements climatiques n'a pas non plus les mêmes effets selon le sexe. Les enfants et les femmes enceintes sont physiquement plus vulnérables face aux maladies d'origine hydrique et, du fait de leur rôle dans l'approvisionnement en eau et la réalisation des tâches ménagères, ils sont plus exposés aux maladies, telles que la diarrhée et le choléra, qui pullulent dans l'eau de mauvaise qualité. L'appauvrissement des ressources hydriques peut aussi avoir des répercussions sur la santé des femmes du fait de l'augmentation de leur charge de travail et de la détérioration de leur état nutritionnel. Par exemple, au Pérou, à la suite

⁶⁷ Burke, Gong, Jones, « Income shocks and HIV in Africa, in *The Economic Journal* », Vol. 125, n° 585, 2015, p. 1157 à 1189.

⁶⁸ Banque mondiale, FAO, FIDA, *Gender in Agriculture Sourcebook*, Washington, 2009, p. 455 et 456.

du phénomène El Niño en 1997-1998, la malnutrition chez les femmes a été l'une des principales causes de maladie périnatale⁶⁹.

3. Problèmes auxquels se heurtent les agricultrices

69. L'absence de sécurité foncière incite peu les hommes et les femmes des zones rurales à investir à long terme dans la restauration et la conservation des sols, qui sont pourtant d'une importance cruciale pour la gestion des terres agricoles en période de changements climatiques et de raréfaction des ressources. Dans une situation de réduction de la productivité agricole et d'augmentation de la concurrence pour obtenir des terres productives, les femmes se retrouvent avec des terres plus marginales et fragiles. Les outils sont souvent réservés aux parcelles des hommes et les femmes n'utilisent pas forcément des techniques d'adaptation⁷⁰. Dans un pays d'Afrique subsaharienne, les femmes n'ont qu'un accès limité à des techniques d'irrigation ou d'autres techniques agricoles, tels que des cultivateurs motorisés qui permettraient d'accroître la productivité et de compenser les effets négatifs des aléas climatiques⁷¹.

70. Les mauvaises récoltes causées par des catastrophes à évolution lente, comme la dégradation des terres et la sécheresse, ont poussé les hommes dans les pays en développement à émigrer. Les femmes sont souvent laissées au pays et doivent se battre pour nourrir leurs familles et assumer les rôles et responsabilités traditionnellement dévolus aux hommes. Les femmes ont plus de travail mais n'ont pas le même accès que les hommes aux ressources financières, technologiques et sociales pour alléger leur charge de travail.

4. Stratégies d'atténuation

71. Il importe d'adopter une approche de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques qui tienne compte du sexe pour remédier à la vulnérabilité dans laquelle se trouvent les femmes du fait des inégalités sociales, économiques et politiques existantes. Les activités d'atténuation visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à l'appui au renforcement des capacités et au développement dans le domaine technologique. Ces activités permettent aussi d'améliorer la santé et les moyens de subsistance des femmes en créant de nouvelles opportunités pour les femmes, en particulier dans le secteur de l'énergie renouvelable⁷². Les programmes de développement qui appuient la distribution de fourneaux de cuisine propres ont grandement contribué à réduire les émissions et à limiter le nombre de décès prématurés et de maladies liées à la pollution de l'air intérieur. Les femmes et les enfants en ont particulièrement bénéficié⁷³.

72. Malgré leur rôle dans la collecte de biocombustibles à usage domestique, les femmes sont souvent exclues des politiques et plans énergétiques parce que l'énergie, associée à l'électricité et aux combustibles fossiles, est donc considérée comme relevant du domaine des hommes.

⁶⁹ Id., p. 143 à 145.

⁷⁰ S. Saulière, « Changements climatiques et femmes agricultures du Burkina Faso ». Rapports de recherche d'Oxfam (2011), voir la page www.oxfam.com/grow.

⁷¹ Beaman & Dillon, The Diffusion of Agricultural Technologies within Social Networks : Evidence from Composting in Mali, http://womenandclimate.ifpri.info/files/2014/09/PN_2014_GCC_04_replaced_web.pdf, IFPRI e-library.

⁷² PNUD, Powerful Synergies. Gender Equality, Economic Development, and Environmental Sustainability. (2012). <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/powerful-synergies.html>.

⁷³ Voir Justice, Human Rights, and Climate Change : A Conversation with Mary Robinson, UN Secretary-General's Special Envoy for Climate Change, 39 Flecher F World A Letcher F. World AFF. 9, 10 (2015).

73. Beaucoup reste à faire pour donner davantage la possibilité aux femmes de participer à l'économie verte, notamment en veillant à ce qu'elles aient accès, dans les mêmes conditions, aux emplois découlant de projets de développement axés sur des technologies propres et des énergies renouvelables⁷⁴.

5. Stratégies d'adaptation

74. Les stratégies d'adaptation sont des ajustements apportés aux systèmes écologiques, sociaux ou économiques en réponse aux conséquences ou effets réels ou attendus des changements climatiques. En général, les politiques et mesures d'adaptation doivent tenir compte du sexe, les femmes n'ayant pas accès à la terre, aux ressources, aux transports, à l'information, à la technologie et, en fin de compte, à la prise de décisions et au contrôle⁷⁵. Des données de plusieurs pays montrent que les hommes et les femmes ont des besoins, des priorités et des préférences différents en matière d'adaptation et force est de constater qu'eux-mêmes disent se livrer à des stratégies d'adaptation différentes. Les femmes ont tendance à adopter certaines pratiques plus facilement que les hommes, notamment des cultures intercalaires dans les champs de légumes afin d'augmenter la fertilité des sols et d'améliorer la sécurité alimentaire et des pratiques de gestion de l'alimentation du bétail⁷⁶.

75. Des chercheurs d'Oxfam ont constaté que les projets d'adaptation destinés aux femmes, créés dans le cadre du Programme d'action national d'adaptation (PANA) du Burkina Faso, cherchaient à compenser les pertes de récoltes dues aux changements climatiques par d'autres activités productives⁷⁷. Afin de remédier à cette situation, les individus et les organisations doivent être mieux informés des différentes situations de vulnérabilité dans lesquelles les hommes et les femmes peuvent se trouver dans des catastrophes, et les organisations locales de femmes doivent être consultées afin de comprendre les contextes propres aux différentes régions. En outre, de telles tentatives peuvent avoir des effets positifs annexes dans la mesure où la mise en place de systèmes de crédit pour aider les familles pendant les périodes de famine, le renforcement des organisations de femmes qui promeuvent des mesures d'adaptation et le fait de s'occuper de questions plus vastes peuvent contribuer à prévenir les inégalités entre les sexes⁷⁸.

76. Dans tous les projets d'adaptation, les femmes doivent avoir accès au même niveau de technologie et de financement que les hommes, ce qui aidera les femmes à modifier les pratiques agricoles et à préserver les moyens de subsistance en période de sécheresse. Le fait d'aborder les questions de gestion des ressources et de propriété foncière permettra également d'améliorer les chances des femmes face aux changements climatiques. Enfin, les communautés doivent adopter une approche « ascendante » afin de comprendre précisément les coutumes locales et d'intégrer les connaissances locales; l'application d'un modèle qui repose sur l'avis d'institutions internationales ou de groupes extérieurs ne sera pas aussi efficace.

⁷⁴ OIT, Emplois verts : améliorer le climat pour l'égalité des genres aussi!, 2008.

http://www.ilo.org/gender/Events/Campaign2008-2009/WCMS_101478/lang--fr/index.htm.

⁷⁵ Röhr, U. Gender, climate change and adaptation : Introduction to the gender dimensions. In Background paper prepared for the Both Ends Briefing Paper Berlin : Genanet (2007). http://www.unep.org/roa/amcen/Projects_Programme/climate_change/PreCop15/Proceedings/Gender-and-climate-change/Roehr_Gender_climate.pdf.

⁷⁶ E. Bryan, P. Kristjanson et C. Ringler « Why paying attention to gender matters for climate change adaptation » (2015), IFPRI Blogh (2015).

⁷⁷ S. Saulière (2011), « Changements climatiques et femmes agricultrices du Burkina Faso ». Rapports de recherche d'Oxfam (2011), www.oxfam.com/grow.

⁷⁸ PNUD « Resource guide on gender and climate change » (2009).

6. Agroécologie

77. L'agroécologie s'est développée en réaction aux politiques agricoles promues par la Révolution verte qui ont remplacé l'agriculture traditionnelle par des semences génétiquement modifiées, l'utilisation extrême d'engrais et l'utilisation intensive des ressources⁷⁹. Elle permet aux agricultrices de s'adapter aux changements climatiques, reconnaît les femmes comme des acteurs légitimes et leur ouvre des possibilités de devenir plus autonomes et indépendantes dans les domaines de la production, de la procréation et de la vie communautaire⁸⁰. Parallèlement, l'agroécologie est une méthode alternative agricole qui s'est avérée efficace pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

78. Avec la commercialisation accrue de l'agriculture et les améliorations hautement technologiques, les systèmes agricoles sont trop tributaires d'intrants externes comme les produits chimiques. Les agriculteurs pauvres, hommes et femmes, répartissent souvent les risques en cultivant une grande variété de cultures adaptées localement, dont certaines résisteront à la sécheresse ou aux parasites, et en élevant des races de bétail qui se sont adaptées à la zone agroécologique locale. La diversification, importante stratégie d'adaptation adoptée par les ménages ruraux pauvres, protège également les femmes contre les changements climatiques, la désertification et d'autres contraintes environnementales.

B. Comment faire pour que les politiques relatives aux changements climatiques tiennent compte du genre?

1. Participation effective à la prise des décisions

79. Afin que les stratégies d'adaptation et d'atténuation tiennent compte du genre, elles doivent offrir aux femmes la possibilité de participer activement à la planification et à la mise en œuvre de ces politiques. Pour aider les femmes à participer pleinement aux initiatives d'adaptation, il faut des efforts concertés de la part des décideurs pour lever les multiples obstacles concernant le contrôle des ressources, le manque d'accès à l'information et les contraintes d'ordre socioculturel. Les politiques locales d'adaptation doivent être conçues par les femmes et les hommes afin de tirer parti des connaissances existantes et d'accorder aux femmes l'accès aux droits, aux ressources et aux opportunités nécessaires pour survivre aux changements climatiques dans les années à venir.

2. Intégrer des données ventilées par sexe et une perspective de genre dans les travaux de recherche

80. Trop peu d'initiatives de recherche et développement dans le secteur agricole ont porté sur des options qui répondent aux besoins spécifiques des femmes et des situations liées à la garde des enfants, à la préparation des aliments et à la collecte domestique des ressources hydriques et énergétiques domestiques. De nouveaux travaux de recherche fondés sur des données ventilées par sexe ont mis en évidence les différences entre les sexes dans la perception des changements climatiques et la capacité d'adopter des pratiques et des technologies nécessaires pour accroître la

⁷⁹ Voir le rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation à l'Assemblée générale, juillet 2014, A/70/287.

⁸⁰ A. Lopes et E. Jomalini, *Feminist Perspectives Towards Transforming Economic Power : Agroecology, Association for Women's Rights in Development (AWID)* (2011), <http://www.observatoriodegenero.gov.br/menu/noticias/2fptec-agroecology-engl.pdf>.

résilience⁸¹. Ces données montrent également que les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes préférences, besoins et priorités quant à la façon dont ils réagissent face aux changements climatiques. Il est aussi davantage nécessaire d'utiliser des données ventilées par sexe pour éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des preuves et d'intégrer une perspective de genre dans le cadre des travaux de recherche sur les changements climatiques et les stratégies d'atténuation et d'adaptation.

3. Accès à l'information et à la technologie

83. Les femmes n'ont pas suffisamment accès à l'information sur les changements climatiques, savoir pourtant essentiel pour soutenir l'adaptation, promouvoir le bien-être et accroître la résilience aux changements climatiques. Elles sont plus susceptibles que les hommes d'adopter des pratiques de résilience et d'adaptation au climat, mais la plupart n'ont pas accès aux sources officielles d'information, tels que des agents de vulgarisation.

84. Les chercheurs et les éleveurs travaillent souvent de façon isolée, sans contact avec les femmes et les hommes agriculteurs, et ne sont parfois pas informés de leurs besoins et de leurs priorités au-delà des questions de rendement et de résistance aux parasites et aux maladies. En outre, les agents de vulgarisation et les organismes de recherche ont tendance à considérer que de nombreuses variétés et races locales n'offrent pas la qualité ni la performance voulue. En conséquence, les politiques nationales qui fournissent des incitations telles que des prêts et des paiements directs pour l'utilisation de variétés et de races modernes favorisent la perte de la diversité génétique et bousculent les rôles traditionnels joués par les hommes et les femmes⁸².

4. Aide financière tenant compte du sexe

85. L'aide financière liée au climat n'est pas la même selon le sexe. Presque aucune aide climatique ne va aux femmes alors même qu'elles sont beaucoup plus touchées par les effets des changements climatiques⁸³. Une accélération des efforts s'impose pour veiller à ce que l'égalité des sexes soit intégrée dans tous les programmes relatifs aux changements climatiques dans tous les secteurs, étant donné le rôle primordial que jouent les femmes dans la gestion des ressources naturelles, l'agriculture, le travail, le petit élevage et la collecte de combustible et d'eau. Pour ce faire, il faudra établir des partenariats plus solides entre les organismes de recherche, les organismes gouvernementaux et les ONG afin de continuer à renforcer la capacité des organisations de mise en œuvre dans le domaine des questions de genre et de rassembler des éléments de preuve sur les changements climatiques et le genre en évaluant et en suivant les différences entre les sexes en ce qui concerne la participation aux projets d'adaptation et les résultats de ces projets. Un des grands problèmes est l'absence de spécialistes des questions de genre dans les programmes gouvernementaux d'adaptation aux changements climatiques⁸⁴.

⁸¹ CAFS; IFPRI; ILRI, « Gender Household Survey », 2013. <http://hdl.handle.net/1902.1/22584>, Harvard Dataverse, V4.

⁸² Banque mondiale, FAO, FIDA, Gender in Agriculture Sourcebook, Washington, 2009, p. 433 et 434.

⁸³ Réseau de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes, « Making Climate Change finance work for women : Overview of the integration of gender equality in aid to climate change » (2015). <http://www.oecd.org/dac/gender-development/Making-Climate-Finance-Work-for-Women.pdf>.

⁸⁴ Ragasa *et al.*, (2014), <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/128771>.

VI. Pourquoi recourir à une analyse de genre pour traiter du droit à l'alimentation?

86. L'analyse de genre est importante pour comprendre les causes de la faim et de la malnutrition parce que les femmes jouent un rôle particulier dans les systèmes alimentaires. Le rôle central des femmes dans la production alimentaire et la gestion alimentaire des ménages et les conséquences importantes des relations entre les sexes en matière de sécurité alimentaires ont été amplement documentés. Pourtant les femmes ne peuvent pas avoir facilement accès à des actifs productifs tels que la terre, l'eau, les semences, les machines et le cheptel, le crédit et d'autres services financiers⁸⁵. Elles sont aussi victimes de discrimination pour ce qui est de l'accès aux produits alimentaires en tant que simple consommateur.

87. La perspective des droits de l'homme devrait intégrer une analyse de genre en ce qui concerne la sécurité alimentaire et permettre de mettre l'accent sur la femme en tant qu'individu plutôt que sur la nation, la communauté ou le ménage. Dans le même temps, l'analyse de genre devrait inclure d'autres caractéristiques sociales telles que l'âge, la situation sociale, la race, l'origine ethnique et la classe. L'adoption d'une approche fondée sur le droit à l'alimentation et l'analyse de genre permettraient de mieux rendre compte de la discrimination et des inégalités dont les femmes sont victimes dans les cycles de production alimentaire et au sein du ménage. L'aptitude d'une personne à se procurer des aliments nutritifs est étroitement liée à d'autres aspects relatifs aux capacités et aux droits. Pour les femmes et les filles, des lois, des normes sociales, des valeurs et des pratiques discriminatoires entravent aussi l'accès à l'alimentation et à la sécurité alimentaire. En outre, les relations de pouvoir inégales entre les sexes, qui concernent aussi bien la sphère privée que le domaine public, limitent le pouvoir de décision des femmes et des filles. La discrimination est renforcée lorsque les inégalités entre les sexes sont aggravées par d'autres formes d'exclusion liées au revenu, à l'origine ethnique ou à la race.

VII. Conclusions

88. Au cours des dernières décennies, les femmes ont élargi et approfondi leur implication dans la production agricole car elles assument de plus en plus la responsabilité de la survie du ménage et saisissent les opportunités économiques dans l'agriculture commerciale. Ce phénomène a fait prendre conscience des inégalités entre les sexes dans l'agriculture, où la productivité des agricultrices est inférieure à celle des hommes et où la sécurité alimentaire des femmes n'est pas aussi bonne que celle des hommes, malgré le rôle de premier plan joué par les femmes dans la production alimentaire. Ces inégalités entre les sexes étant dues à des obstacles culturels, juridiques et économiques, il importe, pour les éliminer, de bien comprendre l'ensemble des questions en jeu en ce qui concerne la discrimination structurelle et les raisons pour lesquelles les solutions tentées n'ont pas marché. Par exemple, si le développement international a principalement porté sur la fourniture d'une formation technique et l'accès aux nouvelles technologies agricoles pour les femmes, on n'a pas suffisamment mis l'accent sur l'accès des femmes aux droits fonciers et à des ressources financières⁸⁶. En outre, la responsabilité des femmes en matière de sécurité alimentaire des ménages (ce sont elles qui nourrissent la famille et la

⁸⁵ Op. cit., FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*.

⁸⁶ Anna Applefield et Jiwon Jun, *Working with Women : An Essential Component of Global Food Security and Agricultural Development*, 38 A Letcher F. World Aff. 185 et 186 (2014).

communauté) n'est absolument pas prise en compte dans la solution technique et économiste retenue.

89. Pour combler les inégalités entre les sexes dans l'agriculture, il importe d'élaborer des politiques sensibles au genre. Il faut garantir les droits fonciers et renforcer les droits des filles et des femmes à l'éducation et à la protection sociale, et améliorer sensiblement la participation des femmes à la prise de décisions afin de renforcer le rôle essentiel des femmes dans la promotion du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Le fait d'élargir l'accès des femmes aux actifs productifs et de leur permettre de mieux contrôler ces actifs a eu des effets positifs sur des aspects importants du développement humain, notamment la sécurité alimentaire des ménages, la nutrition des enfants, l'éducation et le bien-être et la situation des femmes au sein de la maison et de la communauté. En outre, pour fournir aux femmes des outils et des ressources essentielles, aucun investissement important n'est nécessaire alors que cela peut avoir des effets considérables sur l'économie formelle. Le respect, la protection et la réalisation des droits des femmes permettront inévitablement de résoudre des problèmes plus larges concernant les systèmes alimentaires en général et d'aider les collectivités à atteindre de meilleurs résultats en matière de développement.

90. La Rapporteuse spéciale formule les recommandations suivantes :

Afin de combattre la discrimination envers les femmes en termes d'opportunités de travail égales, les États devraient :

- a) Reconnaître, réduire et rééquilibrer la charge du travail domestique non rémunéré pour offrir aux femmes davantage de possibilités d'entrer sur le marché du travail;
- b) Investir dans l'infrastructure et les services de protection sociale de base, y compris les soins de santé et les services de garde d'enfants, pour permettre aux femmes d'avoir un travail rémunéré;
- c) Élaborer des mesures globales pour combattre la discrimination et la violence sur le lieu de travail et veiller à l'application de ces mesures au niveau national;
- d) Veiller à ce que des politiques rationnelles et des conditions propices permettent de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans l'agriculture, notamment en fournissant une formation aux femmes, et s'assurer que les besoins spécifiques des femmes sont pris en compte;
- e) Veiller à ce que les femmes qui travaillent dans les secteurs de la pêche et de l'élevage aient accès, dans des conditions d'égalité, aux prestations, installations et services mis à disposition par l'État;
- f) Garantir l'intégration des questions de genre dans tous les programmes d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques et encourager les décideurs à travailler avec les femmes et les hommes pour tenir compte de leurs vues à tous les niveaux;
- g) Améliorer l'accès des femmes à l'information concernant les changements climatiques, sachant qu'elles ont généralement moins facilement accès aux informations nécessaires pour favoriser l'adaptation, promouvoir le bien-être et améliorer la résilience aux changements climatiques;
- h) Accélérer les efforts en termes d'aide financière afin que les questions d'égalité des sexes soient intégrées dans tous les programmes relatifs aux changements climatiques dans tous les secteurs.